

# « Etre citoyen aujourd'hui, c'est s'engager pour la santé, les droits, l'éducation »

**NOIR  
JAUNE  
BLUES**  
20 ANS APRÈS

LE SOIR

rtbf

**Daniel Couvreur**  
CHEF CULTURE

## 21 CITOYENS DE LA PENSÉE POSITIVE

Ils sont 21 : vingt et un citoyens à prendre la parole, à visage découvert, pour exprimer leurs doutes mais surtout leurs espérances. Il faut d'abord saluer leur courage. Si la liberté d'expression est un droit démocratique, le Belge la revendique davantage pour s'indigner que pour penser à demain. Ce fut un vrai défi journalistique, que de réunir 21 témoins prêts à partager des propositions d'avenir dans une société en crise et en panne d'objectifs.

Pendant un mois, nous avons sillonné tout le pays, poussé au hasard les portes des écoles, des bars, des restaurants, des magasins, des petites entreprises, des fermes, des gares, des stations de métro... Nous avons beaucoup entendu les peurs, les déceptions, les désespoirs. Comme le soulignait notre récente enquête « Noir Jaune Blues », une majorité de Belges vit aujourd'hui dans le pessimisme et la morosité. Bon nombre de citoyens ont perdu confiance dans la politique, l'économie, la justice, les médias.

Mais tout va-t-il vraiment aussi mal qu'on le dit ? Nous avons offert aux citoyens de se faire entendre, sans passer par les filtres habituels des panels, des instituts de sondage, des réseaux d'informateurs ou des experts. A ceux qui refusent le repli sur soi et veulent prendre l'avenir en main, nous avons ouvert nos colonnes.

Ces hommes et ces femmes s'expriment à la

première personne, en leur nom, en totale indépendance d'esprit, sur les sujets qui fâchent comme le vivre-ensemble, la pollution, les inégalités sociales, l'insécurité, le chômage, le manque d'éthique politique. Au-delà du constat, ces 21 témoins secouent surtout les idées reçues, sans arrogance, avec un sens rafraîchissant de l'intérêt général. Ils ne se laissent pas décourager par l'immobilisme du monde politique. Ils vont au-delà des discours simplistes pour tenter de donner un futur à leurs enfants et à leurs petits-enfants. Ce ne sont pas des citoyens râleurs mais des citoyens acteurs. Ils nous ont ouvert les yeux sur des comportements novateurs, en dehors du champ politique, social et économique traditionnel. A leur

petit échelon personnel, ils fourmillent de bonnes pratiques pour bricoler un avenir possible, à contre-courant des slogans électoralistes. Rencontrés aux quatre coins du pays, ils ont mûrement réfléchi leur discours. Nous leur avons laissé la maîtrise totale de la copie. Ce sont leurs mots, leurs idées, sans faux-semblants. Nous ne les avons en rien contrôlés, modérés ni censurés mais Le Soir partage pleinement la responsabilité de leurs propos, de la première à la dernière ligne. Restez à l'écoute de la société, de ses attentes, relayer les initiatives positives : c'est la première raison d'être de notre journal.

« Noir Jaune Blues » avait notamment révélé une crise de confiance de la popula-

tion à l'égard de la presse, jugée souvent trop proche des élites, du pouvoir, en décalage avec le quotidien de nos concitoyens. Les signatures de ces 21 témoins s'inscrivent dans un processus à long terme. C'est notre rôle que de participer à la réappropriation du débat démocratique par les citoyens et de mettre en avant, sans langue de bois,

leurs idées constructives, de recréer du lien dans la société. Nous tenons ici à remercier tous ceux qui nous ont accordé un peu de leur temps et de leur énergie pour réaliser ce dossier. S'ils ne sont que 21 à l'arrivée, ils ont été bien plus nombreux à débattre avec nos journalistes. Nous vivons dans un monde complexe et certains témoins ne sont tout simplement pas arrivés à formuler des propositions concrètes. D'autres refusaient d'être photographiés ou souhaitaient apparaître sous un pseudonyme mais, par souci de transparence et de légitimité du propos, nous avons décidé que l'identité des témoins devait être connue de nos lecteurs. Enfin, nous avons choisi de travailler dans un climat de confiance. Pour écarter tout danger d'instrumentalisation, chacun pouvait se réserver le droit de renoncer à la publication de son témoignage, après relecture finale, sans avoir à se justifier. Plusieurs personnes ont ainsi choisi de ne pas apparaître dans nos pages après avoir été au bout de l'exercice mais 21 ont eu l'audace de nous accompagner jusqu'au bout.

## FATMA KARALI

**37 ans, demandeuse d'emploi, Schaerbeek**

Fatma, c'est l'équipe d'Awsa-be, une association belge de promotion des droits des femmes

originaires du monde arabe, qui m'a donné ses coordonnées. Dans sa cuisine, autour d'un thé parfumé, elle raconte son admiration pour la grande Angela Davis. Et il y a des points communs entre la militante pour les droits civiques des noirs américains et la jeune

femme de 37 ans : même chevelure bouclée, même énergie bouillonnante et horreur de tout type de discrimination. Fatma est née en Belgique de parents venus de Turquie, elle a grandi à Nassogne, où la plupart des membres de sa famille travaillent dans le bâtiment ou

comme technicien(ne)s de surface. Elle a étudié la sociologie et l'anthropologie, et bouclé un diplôme de gestion commerciale à l'Ichec. Installée à Bruxelles, elle est actuellement en recherche d'emploi mais fourmille de projets.

VÉRONIQUE KIESEL

# « Marre des clichés sur les femmes musulmanes soumises »

Mes parents sont venus de Turquie, mais, pour faire vivre le féminisme, je me suis impliquée au sein de l'association Awsa-be qui défend les droits des femmes originaires du monde arabe. Certains essaient de dire que les femmes originaires du monde arabe sont manipulées par les Occidentales qui veulent imposer leur manière de penser.

C'est faux ! Huda Sharawi, une Égyptienne née en 1879, a joué le rôle de précurseur en fondant dès 1923 l'Union féministe égyptienne. Elle s'est battue aussi pour les femmes occidentales qui n'avaient pas le droit de vote : c'est un combat universel. Et que je veux poursuivre, ici et maintenant.

Je ne veux plus de ces clichés sur les femmes arabo-musulmanes soumises, attachées à leurs fourneaux. Il y a des tas de femmes issues de l'immigration qui ont des diplômes et travaillent à des postes importants dans des banques, des administrations.

Certes, les autorités organisent ici pour les femmes immigrées des cours d'alphabétisation ou de cuisine qui ne sont pas inutiles, mais tout cela n'ouvre pas vraiment

vers l'émancipation. Il faut voir plus grand ! Il faut arrêter de dire que ce n'est pas possible : à nous d'inventer. C'est comme en matière d'environnement et d'alimentation : des circuits courts ont été mis en place. Et à partir de là, il faut mettre en place de vraies politiques durables.

Je suis convaincue que le vrai contre-pouvoir, c'est le secteur associatif. En 2010, j'ai intégré Awsa-be, qui fait un travail formidable. J'ai trouvé dans l'associatif une vraie écoute, une liberté d'action, la possibilité de construire des choses. Et j'essaie de m'en inspirer dans ma démarche actuelle : je suis mère solo d'un petit garçon de 4 ans, et c'est un vrai parcours du combattant.

Quand j'ai quitté il y a trois ans mon compagnon qui était violent, j'ai pris mon bébé et mes affaires dans des sacs-poubelle. J'avais l'impression que ma vie était finie, que mes rêves étaient morts.

Et les personnes dans les institutions pour femmes battues ont à l'époque estimé que j'avais assez de ressources pour me débrouiller, que je pouvais m'en sortir seule. Mais avec un contrat

temporaire, impossible de louer un logement. Ma sœur m'a accueillie dans son deux-pièces pendant plusieurs mois.

J'ai finalement trouvé ce petit logement grâce à la solidarité d'une voisine de bureau, devenue une vraie amie, qui ne m'a pas demandé de garantie locative et m'a aidée à m'installer en me fournissant tous mes meubles. Et j'ai pu recommencer à rêver. Je veux ouvrir un club de jazz, pour des groupes locaux et internationaux.

Mon projet progresse mais, en parallèle, je suis toujours à la recherche d'un emploi.

J'ai fait des études supérieures pour améliorer mon statut socio-économique. Intellectuellement, culturellement, je pense avoir réussi à faire partie de la classe moyenne. Mais je n'y suis pas encore, sur le plan économique.

Forte de mes expériences, j'ai commencé à mettre en place un réseau de solidarité entre mères seules avec leurs enfants. J'ai plus de 200 adhérentes.

J'ai créé une page Facebook : « Des mères dont nous ». On y partage des trucs et astuces, mais le plus important, c'est de porter nos revendications, car il n'y a jus-

qu'ici aucune structure représentant les mères solos.

Il y a tant de batailles à mener, et d'abord pour les pensions alimentaires. Le Service des créances alimentaires, créé par le Service public fédéral pour aider les femmes dont les ex-compagnons sont de mauvais payeurs, ne fonctionne que pour les cas vraiment les plus précaires, et il

faut réintroduire une demande tous les six mois, etc. C'est tellement lourd que de nombreuses femmes, épuisées, laissent tomber.

J'essaie de les rebooster. Et certaines mères célibataires voudraient reprendre des études universitaires. Or, rien n'est fait pour les aider, car elles doivent rester disponibles pour le marché de l'emploi ! Et comment suivre des cours du soir quand on est seule avec un petit enfant ? La plupart n'ont plus de perspectives d'avenir, c'est catastrophique !

Il faut se bouger... Quand le filet de la sécurité sociale est défaillant, il reste les amis, la famille, et l'associatif : ce sont ces trois secteurs qui m'ont fourni les anges gardiens qui m'ont permis de rebondir. ■

### ma proposition

« Mettre en place un réseau de solidarité entre mères seules »

# AYOUB ASSABBAN

24 ans, étudiant-entrepreneur,

## Charleroi

Je rencontre Ayoub au cœur de l'avenue Louise. Un jeune homme vif et très dynamique m'accueille, sourire aux lèvres. L'invitation à donner son avis et à exprimer des idées constructives pour faire barrage à la crise le ravit. Ayoub Assabban, 24 ans, est étudiant-entrepreneur. Après avoir fait Solvay, ce Belge d'origine marocaine suit à l'ULB des cours de philo. Le jeune homme n'a pas perdu son temps. Et s'il se pose quelques questions classiques chères à Descartes ou Platon, il n'en est pas moins partisan de la modernité. Il voyage entre Charleroi, d'où il vient, Bruxelles et Paris. Il met aujourd'hui toute son énergie afin de développer une start-up, « Benjago », qui permet, dit-il, « *aux gens d'apprendre à conduire sans se faire rouler* ».

NICOLAS CROUSSE

« *Les jeunes Syriens, si on les intègre humainement à la société, c'est une aubaine !* »

Le pessimisme ambiant dans la société, et notamment vis-à-vis de la classe politique, est pour moi le fruit d'une économie morose. Si on était en plein boom économique et si tout le monde avait du travail, est-ce que cela nous dérangerait tant que cela qu'il y ait des réfugiés syriens qui viennent chez nous ? Je ne crois pas.

Le rapport à la nation, cher à certains, et notamment aux personnes plus âgées, me surprend toujours. Je suis Belge de par le lieu où je suis né, et autour de moi, les gens n'ont aucune attache.

Les gens de mon âge qui m'entourent parlent plusieurs langues, voyagent beaucoup de par les activités liées à leurs start-up, et n'ont donc pas de domicile fixe. Ce sont des citoyens du monde. Il faudrait que les gens se soignent un peu, et comprennent qu'avant d'être Belges, on est des êtres humains.

Le problème des réfugiés ? Qui sont-ils ? Que faisaient-ils comme métier dans leur pays ? Parmi eux, il y a certainement des compétences. D'autant que ceux qui sont ici sont les plus chanceux. On a parmi eux des médecins, des chirurgiens, des traducteurs, des hommes d'affaires... Ils peuvent enrichir notre société. Quand on dit qu'ils vont manger

notre gâteau, moi je pense surtout qu'ils vont l'enrichir. En Turquie, où le nombre de retraites attendu est énorme, on est en train de comprendre qu'on aura besoin du travail des jeunes Syriens. Si on les intègre humainement à la société, on aura tout à gagner. Les Syriens, c'est une aubaine !

La méfiance vient de la méconnaissance. On a peur des étrangers parce qu'on ne les connaît pas. Tous mes potes qui ont voyagé ont tous un point commun : ils sont ouverts d'esprit. Et je connais a contrario des gens qui

n'ont jamais quitté la Belgique et qui ont une frousse immense des Syriens.

Et donc... voyagez ! Bon, il faut un peu d'argent pour voyager. Mais si vous ne pouvez pas voyager, découvrez le monde. Allez sur internet. Lisez. Apprenez une langue... Soyez curieux. J'ai un ami, Louis de Gouyon Matignon, qui a rencontré des Tziganes, pendant qu'il voyageait. Et pour les comprendre, il a vécu comme eux. Aujourd'hui, il est devenu leur porte-parole. Voyager, rencontrer les autres, parler, c'est le meilleur remède à la peur. Je

viens de Charleroi. Une amie liégeoise m'a dit que la première fois qu'elle est venue à Charleroi, elle a pleuré, tant elle avait fantasmé toute sorte d'horreurs. C'est fou, non ?

Certains n'aiment pas les Arabes, mais tout le monde aime bien les gâteaux marocains. Bon, je plaisante ! Mais tout de

même... Lorsque ma maman fait ses gâteaux marocains, elle en fait toujours beaucoup trop. Au lieu de les jeter, on va voir les voisins et on partage.

Un proverbe africain dit : les gens se font la guerre... sauf devant un repas. Eh bien moi, je crois très sérieusement que la

nourriture peut être une solution. Mangez ensemble, et vous verrez que la femme qui parle fort à côté de vous dans le métro quand elle parle au téléphone, en fait, elle est toute pleine de charmes. Cette femme, c'est ma mère. La fête de mouton est considérée comme un acte barbare, pour certains. Mais quand ma maman fait des brochettes, je peux vous garantir que tout le monde vient frapper à la porte. Et tout le monde est le bienvenu chez nous. Et tout ça, ça

fait tomber le voile des différences.

Vous avez déjà observé de près un bourdon ? Le bourdon a un

corps trop lourd et des ailes trop fines. La physique est incapable d'expliquer pourquoi il vole. Le bourdon ne le sait pas et c'est pourquoi il vole. Eh bien moi, j'ai une tête d'Arabe. Mais parfois, je l'ignore tellement que ça me permet d'avancer, et de faire des choses audacieuses, sans me prendre la tête. Quand j'ai commencé ma première année à Solvay, un copain flamand m'a dit « *t'es le premier Arabe que je connais* ». On a commencé à sympathiser et je me suis rendu compte que la première fois que je l'avais vu, avec son pantalon rose et sa chemise Ralph Lauren, j'avais autant de préjugés sur lui, que lui sur moi. Pour moi, c'était un fils à papa. Et en fait, c'était quelqu'un de plein de charme. Il nous a fallu chasser nos préjugés.

On est en train de vivre un changement de société, qui rend le monde de plus en plus incertain. On n'est plus capable aujourd'hui de prévenir l'avenir, ce

qui crée de l'angoisse chez beaucoup de gens.

J'ai des amis qui comme moi ont terminé Solvay et qui ont du mal à trouver un boulot. Les diplômés et l'éducation ne sont plus forcément synonymes de sécurité

d'emploi. Mais cette incertitude suscite de nouvelles recherches créatives et un besoin de s'adapter au nouveau monde.

Grâce au monde d'internet et aux possibilités incroyables qu'il propose, consommer est devenu pour moi un acte politique. Uber en est un exemple. Quand je prends Uber, je pose un acte politique, je vais à l'encontre du système. Ce ne sont pas les politiques qui ont proposé Uber. La solution est venue des gens. Et dans le marché d'aujourd'hui, les gens peuvent prendre le pouvoir en posant des tas d'actes politiques. Même l'éducation est de-

venue une commodité. On peut tout apprendre sur internet.

Il faut arrêter d'appliquer de vieilles recettes à de nouveaux problèmes. Depuis que je suis petit, j'entends que c'est la crise. Nous avons toujours élu des gens qui nous ont promis de réduire le chômage, mais personne ne s'est jamais demandé si ce n'était pas impossible. Or, on est dans un monde où on va travailler de moins en moins. Parce que la productivité marginale est croissante. Avec la numérisation et la

robotisation en marche, il y a des emplois qui vont disparaître. Pour moi, la solution, c'est de comprendre le monde dans le-

quel on vit, celui de la numérisation. Et c'est de faire appel à notre créativité.

On sous-estime beaucoup notre imagination. L'homme a toujours pu s'adapter en faisant appel à ses ressources créatives. C'est ce que nous proposons avec notre start-up, Benjago, qui propose une alternative aux cours actuels d'auto-école.

La majorité de la classe politique est complètement déconnectée de la réalité. Ils ne sont même pas 2.0. Je me demande parfois combien d'entre eux ont des ordinateurs. Il faut essayer de rapprocher le monde de la politique de celui des gens. Or, il existe des solutions très faciles, dans le monde des start-up. C'est ce qu'on appelle la tendance citoyenneté-démocratie 2.0. Des start-up proposent aujourd'hui de faciliter la communication entre les citoyens et la politique. Imaginons un projet de piscine communale. Eh bien, la start-up invite chaque citoyen à donner

son avis sur le projet. C'est une sorte de referendum. Et on pourrait étendre ce type de referen-

dum à des tas de points de vue. Quand les politiques comprendront que les processus de décisions doivent devenir complètement transparents, on aura un peu avancé. Et on retrouvera un peu de confiance envers les politiques.

On ne comprend plus, aujourd'hui, qui dans le monde politique est de gauche et qui est de droite. Tout le monde est écolo. Le PS fait des propositions ultralibérales. Le MR donne dans le social. A l'arrivée, tout se ressemble, rien n'a de valeur. Pur profit pour les partis radicaux. Les partis traditionnels veulent draguer tout le monde et n'importe qui, surtout dans la classe moyenne.

Personne ne peut plus s'identifier. Il faudrait un retour aux fondamentaux : que la droite redevenue une droite, la gauche une gauche... Les gens pourront choisir plus facilement. Et, là encore,

on retrouvera un peu plus de confiance. ■

#### ma proposition

« Il faut rapprocher le monde de la politique de celui des gens »

#### ma proposition

« Les processus de décision doivent devenir complètement transparents »

« Et si les politiques vivaient une semaine avec nous ? »

Déjà quand j'étais petite, je me mettais à la fenêtre de ma chambre et je rêvais de prendre la route. Mais j'ai dû attendre mes 40 ans pour réaliser mon rêve : devenir chauffeur poids lourd. Dans le temps, les filles devaient juste savoir faire le ménage... Mes parents m'ont donc envoyée comme bonne dans une famille bourgeoise à Luxembourg ville. J'avais 15 ans.

A 18 ans, j'ai demandé à reprendre l'école. Après une année d'études, ma mère m'a tendu une feuille décomptant ce que je leur devais pour le kot, les livres, etc.

C'était impossible pour moi de faire ça quatre ans. Alors j'ai arrêté et j'ai repris le travail. Comme je faisais énormément de sport, surtout du « body » (bodybuilding), j'ai décidé d'ouvrir ma salle de fitness, à Seraing.

Cela commençait à bien tourner, mais je suis tombée enceinte. Le père n'en voulait pas, alors j'ai décidé de fermer mon commerce. Une salle de fitness, c'est ouvert tous les jours de 10 à 10... L'enfant n'avait déjà que moi, il était hors de question de le mettre dans une crèche. J'ai refait des ménages

pour pouvoir l'élever. Je m'énerve parfois quand je vois des jeunes statiques, qui ne se lèvent pas le matin, qui se plaignent. Je sais que dans le temps, quand on quittait une place, on en retrouvait une deux jours plus tard. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, je le vois bien avec mon fils. Mais je suis surtout inquiète pour mes petits-enfants. Selon moi, une solution serait de permettre à tous les jeunes de faire des études. Moi, je n'aurais jamais pu payer ça à mon fils.

Si je suis dans une situation un peu précaire aujourd'hui, c'est

peut-être parce que j'ai toujours voulu suivre mon cœur, plutôt que ma tête. A 40 ans, quand mon fils était un peu plus grand, j'ai repris une formation au Forem pour être chauffeur poids lourd. J'étais la seule femme lors de la sélection pour la formation. Et je suis tombée sur une ordure d'inspecteur : un sale type qui soulevait mon tee shirt pour voir la couleur de mon soutien-gorge,

qui plongeait sa main dans ma culotte. J'ai décidé de le dénoncer. Quand j'ai été convoquée par le directeur du centre de formation,

il m'a dit « Tu sais à qui tu t'attaques ? T'es qu'une pauvre chômeuse et tu t'attaques à l'Etat ! » Ça, c'était justement ce qu'il ne fallait pas me dire ! J'ai eu gain de cause. Il a été en partie écarté. J'ai fait une deuxième formation avec un autre instructeur et ça a été comme sur des roulettes !

Les transports, c'est un milieu d'hommes, très macho. Mais je crois que dans tous les domaines,

nous, les femmes, nous devons nous imposer ! Oser plus. Lors d'un entretien de sélection, c'est une femme qui m'a posé la question la plus vache : « Comment allez-vous faire pour porter des charges lourdes ? » J'ai répondu : « D'abord, j'ai fait beaucoup de body. Et, accessoirement, j'ai un cerveau ! »

Ma passion du transport, ce n'était pas juste une histoire de

camion. Je lis beaucoup de livres d'histoire, sur le Moyen-Age. Alors quand je passais dans telle ville, je faisais le lien avec la bataille de telle année. Quand j'allais à Paris, je traversais la forêt de Fontainebleau, et j'imaginai le roi sur son cheval. J'avais un tas de petits plaisirs auxquels mes collègues n'étaient pas du tout sensibles. Un jour, j'ai vu un panneau « château de Versailles », puis un autre « interdit aux poids

lourds ». J'étais beaucoup trop proche ! Je suis passée devant, tout doucement, mais j'ai vu le château !

Je me voyais bien comme « Mamy » sur la route... Mais mon dos m'a joué des tours, puis j'ai été très malade, j'ai accumulé les absences de longue durée et l'entre-

prise m'a larguée. De toute façon, le boulot avait changé.

Au départ, c'était une petite entreprise familiale, puis elle a été rachetée par des Anglais, et enfin par une grosse boîte française, domiciliée en Roumanie. Maintenant, les chauffeurs viennent tous de là. On croirait que c'est du racisme, mais dans le métier, on en veut un peu aux gens de l'Est qui travaillent pour des sommes dérisoires. Ils disent oui, amen à tout et n'osent jamais se rebeller. Pour finir, nous, on prend la porte parce qu'on est trop chers. Le gouvernement devrait obliger les entreprises à payer les travailleurs de l'Est comme nous, cela éviterait la concurrence déloyale. Mais pour ça, il faudrait une réglementation européenne.

Je vis à Ferrières depuis huit ans. Et je ne voudrais plus en partir pour rien au monde. Il y a beaucoup de contacts, le CPAS et la commune organisent de nombreuses activités. Mais le gros

point noir, ce sont les transports. Il faudrait davantage de bus dans les petits villages !

Cela dit, nous sommes quand même vernis par rapport à d'autres communes, on a le ferri'bus (sorte de taxi social et collectif). C'est gai : comme on est presque tout le temps les mêmes, on discute, on s'aide les uns les autres. Il y a aussi trois réfugiés, trois frères. Dès qu'on s'arrête, ils m'apportent mes sachets jusque devant ma porte. Ça aussi, ça crée des petites complicités...

Au rayon politique, je ne sais pas trop comment la changer. Ceux qui sont au gouvernement, on les a quand même élus. Qu'ils fassent leur job et on peut en tirer les conséquences en fin de mandat. Ah si, j'ai peut-être une idée : que les politiques vivent une semaine avec nous. Pas juste un jour, une semaine. ■

#### ma proposition

« Obliger les entreprises à payer les travailleurs de l'Est comme nous »

## DORIS PEEREN

60 ans, en recherche d'emploi, Ferrières

Doris a les yeux bleus transparents. Elle les garde toujours un peu maquillés, pour les mettre en valeur. « C'est ce que je préfère chez moi », concède-t-elle, plutôt mal à l'aise au moment des photos. Pourtant la jeune sexagénaire n'a jamais manqué de caractère : avec des milliers de kilomètres au compteur, et 45 années de boulots en tout genre, de maladie et de chômage, cette chauffeur poids lourd a longtemps turbiné plein pot. Si son corps s'est un peu essoufflé, elle s'investit à présent dans tous les projets possibles. Comme ce potager collectif lancé avec d'autres personnes du CPAS de Ferrières. « C'est moi qui ai eu l'idée », me glisse-t-elle les yeux pétillants. Rencontrée une première fois lors d'un débat improvisé avec ses comparses du CPAS (en même temps que Christian, un autre de nos 21 témoins), Doris m'a ensuite confié son parcours... qui n'a rien d'une longue autoroute tranquille.

ELODIE BLOGIE

## « L'accueil des réfugiés ? On devrait d'abord s'occuper de nos pauvres »

Pour moi, le système d'enseignement actuel ne prépare pas du tout à la vie. J'ai deux de mes enfants qui sont sortis de primaire, qui ont fait deux secondaires et puis après qui ne savaient pas ce qu'ils voulaient faire. On apprend aux jeunes trop d'âneries, comme les cours de religion-morale, qui les ennuiet et les déconnectent de la réalité. Religion et morale, ça va bien en primaire, mais après ! L'école devrait préparer à des choses concrètes. Pourquoi est-ce qu'on n'apprendrait pas le permis de conduire à

l'école, ne fût-ce que le théorique, comme aux Etats-Unis ? Pourquoi n'apprend-on pas des cours de secourisme ? Et comment faire un massage cardiaque ? N'importe qui peut tomber sur le trottoir. Et que fait-on, alors ? On devrait inclure ces disciplines importantes au programme scolaire. Moi, qui suis aide-ménagère, je

n'ai pas les bases du secourisme. On ne nous l'a pas appris.

On parle beaucoup du port du voile, du burkini, etc. Pour moi, une fois qu'on change de pays, on doit adapter sa religion au pays.

Et ça vaut dans les deux sens. Si on va vivre dans leurs pays, nous devons nous adapter aux règles de là-bas, et respecter ces règles. Si des gens quittent leur pays pour venir vivre chez nous, ils doivent alors accepter de s'adapter à nos règles. Sinon, on reste chez soi. Si je dis ça, c'est parce que pour l'instant, ce n'est pas du tout le cas. Et que les immigrés ne font pas suffisamment d'effort.

On en fait beaucoup avec les réfugiés. Je trouve qu'on devrait d'abord s'occuper de nos pauvres à nous. Quand je vois que nos SDF

meurent de faim dans la rue pendant que les immigrés sont bien au chaud, je trouve ça injuste. Je

sais qu'il faut les aider, mais il faut mettre des limites. On ne peut pas accueillir tout l'Irak chez nous, ce n'est pas possible. Il faudrait beaucoup plus aider les SDF. Et aider surtout ceux qui sont de bonne volonté, qui veulent s'en sortir. Parmi ceux qui sont à la rue, il y a des indépendants, qui du jour au lendemain ont tout perdu avec la faillite de leur entreprise. Du jour au lendemain, quand il a fait faillite, mon compagnon, père de quatre enfants, s'est retrouvé pendant sept mois avec trois fois rien. C'était chaud !

Et à côté de ça, il y a de vrais assistés, qui profitent du système. Récemment, une personne a fêté ses vingt ans de chômage. Vous trouvez ça normal ? Or, du travail, il y en a bien plus qu'on ne le prétend. Avec les titres-services, qui me font travailler comme aide-ménagère depuis cinq ans, il y a du travail pour énormément de

gens.

Nos anciens se sont battus pour nous. Pour avoir une vie plus belle. Or, on est en train de perdre tous les acquis sociaux. Tout se détricote, peu à peu. Le monde du

travail tel qu'il existe aujourd'hui devrait effrayer les anciens. On travaille le dimanche, on fait des

heures supplémentaires... et je ne suis même plus sûre que j'aurai une pension. Alors il faut revenir d'urgence à une politique sociale.

Il faudrait relancer le service militaire obligatoire. Beaucoup de jeunes ne travailleraient pas en rue s'ils faisaient leur service, ou allaient dans des camps militaires. Ça leur apprendrait à prendre leur vie en main. Ça leur donnerait une discipline de vie, une structure qui les aiderait plus tard. Il y a d'autres solutions pour les jeunes délinquants que de les enfermer entre quatre murs. ■

ma proposition

« Pourquoi est-ce qu'on n'apprendrait pas le permis de conduire à l'école ? »

SYLVIE  
ALVAREZ

47 ans, aide-ménagère,  
Baillamont

Niché à une poignée de kilomètres de la vallée de la Semois, le petit village de Baillamont est à califourchon entre les provinces de Namur et du Luxembourg. C'est là que vit Sylvie, 47 ans. Cette mère de six enfants travaille comme aide-ménagère dans la région. Via le système des titres-services, elle est employée par une ASBL (La Source) installée à Bouillon. Sylvie Alvarez, qui me reçoit chez elle, se définit comme une femme « honnête, franche, affirmée », attachée aux valeurs de la classe ouvrière.

NICOLAS CROUSSE

## « Nouveaux Belges, ne vous laissez pas faire, résistez ! »

Au fil du XX<sup>e</sup> siècle, la Belgique a eu besoin de travailleurs pour les mines : il y a eu les Grecs, les Polonais, les Italiens. Après la catastrophe du Bois du Cazier en 1956, le patronat a décidé de faire appel à la Turquie, au Maroc. Toutes ces personnes qui sont venues travailler ici étaient considérées comme de la main-d'œuvre, rien d'autre. On n'était pas loin du cheval de trait !

Comme on leur crachait à la figure la pauvreté de leurs parents, leurs enfants n'ont pas une image positive de leurs parents. Il faut dire à ces jeunes : « Vous devez être fiers de vos parents qui sont venus ici pour améliorer la vie quotidienne de leur famille, pour que leurs enfants puissent recevoir une bonne éducation. »

Moi, je suis arrivé en Belgique en 1989 pour mes études de criminologie. J'ai assez vite travaillé sur les questions migratoires du point de vue de la criminologie, et

j'ai fait un travail de recherche sur les émeutes de Forest et St-Gilles en 1991. Les jeunes issus de l'immigration ne pouvaient pas rentrer aux Bains-Baden, une boîte de nuit de Forest. Ils se sentaient victimes de discrimination. J'ai alors présenté un projet visant à combattre l'exclusion sociale via des contrats de prévention. Je suis donc resté en Belgique.

Au fil de mon parcours en Belgique, j'ai parfois été confronté à des jaloux qui ont tenté de me déboulonner d'un poste obtenu après avoir réussi de nombreux examens. Parce que j'étais de culture musulmane ? Je ne me suis pas laissé faire. Mon message à tous, et notamment aux « nouveaux Belges » : ne vous laissez pas faire, résistez, ne baissez pas les bras !

J'ai donné un coup de main à un ami qui a lancé une association pour amener des jeunes issus de l'immigration vivant dans des quartiers fragiles à l'université,

via un programme de tutorat. On va dans les écoles, on repère les bons élèves, et on leur explique qu'ils pourraient aller à l'université. Mais pour beaucoup, l'ULB, au bout de l'avenue Louise, ce n'est pas pour eux. Il y a une barrière géographico-psychologique. Ils nous disent que l'université, ça

ne sert à rien. Que les profs d'unif ne laissent jamais passer les immigrés. Pour les convaincre, on leur fait rencontrer d'autres jeunes qui sont diplômés, on les

amène assister à des cours.

J'ai toujours plaidé pour que les enfants originaires du Maroc et de Turquie puissent recevoir des cours de la langue de leurs parents organisés de façon officielle par les autorités belges, pas par la mosquée. Les prédicateurs dans ces mosquées, on ne sait pas qui les paie, quelle est leur idéologie. Or, ces enfants devraient connaître l'arabe pour être capables de décoder eux-mêmes les

discours de haine que certains tentent de leur imposer.

Je suis attristé de voir de pseudo-experts passer à la télévision où, en 30 secondes, ils terrorisent le public alors qu'ils ne connaissent rien à la culture des pays dont ils parlent. Ou de voir

des journalistes parler de l'islam chiite comme s'il était prépondérant partout sans parler d'Avicène, ce grand savant du Moyen-Age qui prônait déjà un islam des Lumières.

Après les attentats, j'ai entendu Louis Michel dire qu'on n'entend pas assez les Belges de culture musulmane. Mais il s'agit de Belges qui doivent eux-mêmes se défendre contre les extrémistes de tous bords qui leur veulent du mal. La « radicalisation » de quelques-uns n'est pas une faute qu'ils doivent expier de façon collective ! Mais j'attends avec impatience que les grands médias nous offrent des espaces d'expression. ■

### ma proposition

« Des cours officiels d'arabe et de turc pour les enfants, pas à la mosquée ! »

## KHALED ABOUALI

**56 ans, expert à l'UE, Perwez**

Khaled est né à Casablanca. Il grandit dans un beau quartier où les différentes religions coexistaient en paix. Après un diplôme en droit au Maroc, il vient étudier la criminologie à l'ULB. Il décide de rester en Belgique où sa double culture est fort appréciée. Il devient belge en 1995. Fonctionnaire au ministère de la Justice, il est détaché comme expert auprès de l'Union européenne depuis 2008. Il est marié à une Belge de souche, ils ont trois enfants et vivent près de Perwez, dans le Brabant wallon.

VÉRONIQUE KIESEL

## « Mettre le vivre-ensemble au cœur du programme scolaire »

Ce qui est difficile avec la religion musulmane ici, c'est l'influence qu'elle a dans la vie quotidienne, et je ne parle même pas du voile. J'avais un collègue professeur de religion islamique et qui jugeait inadmissible que je sois athée et professeur de morale. Quelques élèves n'ont plus voulu suivre son cours et préféreraient choisir le mien, parce que leurs copines leur avaient dit que c'était intéressant : il est allé sonner chez les parents pour qu'ils refusent !

Ce qui est compliqué, c'est qu'une partie de la jeune génération issue des familles immigrées, surtout les filles, vivent en cercle fermé. Elles ne sortent pas de leur quartier, regardent la télévision turque ou marocaine grâce à la parabole, et ne fréquentent que

des personnes issues de leur communauté. Quand je donnais cours à Schaerbeek, j'étais, pour beaucoup, la seule personne « européenne » à laquelle elles pouvaient parler. Ces jeunes filles étaient très attachantes, et j'essayais d'ouvrir leur horizon. Avec une collègue, on organisait bénévolement une fois par mois une sortie culturelle : un film intéressant, une pièce de théâtre, une exposition.

Pour ouvrir les esprits, j'ai aussi multiplié les sorties scolaires, notamment à Auschwitz ou, plus près de chez nous, au fort de

Breendonk, seul camp de concentration des nazis en Belgique. Une exposition comme « 21, rue de La Boétie », à Liège et qui raconte comment les nazis ont spolié des

juifs et voulu imposer leur art serait tout à fait indiquée aussi. Mais les sorties culturelles coûtent cher aux parents : rendre les visites d'écoles gratuites serait un formidable outil d'éducation !

Et chaque école devrait disposer d'un budget culturel, pour payer les trajets. A la place, on est obligés de bricoler en vendant des gaufres, et de solliciter financière-

ment les parents... La Communauté française doit vraiment mettre le « vivre-ensemble » au cœur du programme scolaire, et ces activités culturelles en sont le meilleur outil.

Si l'on veut aider les enfants issus de l'immigration qui ont des problèmes à l'école, il faut aussi instaurer des activités de remédiation. Les parents n'ont pas les

moyens de payer des cours supplémentaires. J'ai moi-même participé à une école de devoirs organisée trois fois par semaine : on suivait 10 à 15 élèves, c'était très efficace. J'ai vraiment aimé faire

cela, les voir progresser. C'est une ASBL qui gérait cela, et nous étions correctement payés et cela ne coûtait que 10 euros par trimestre aux parents.

Pour ceux qui n'accrochent pas à la filière générale, il faut proposer des études techniques qui soient valorisées. Dans le lycée où j'ai enseigné à Schaerbeek, il y avait une filière couture. Nous étions dans une école à discrimination positive, avec une équipe enseignante super-motivée. Les élèves ont fabriqué des costumes pour la Monnaie, c'était formidable ! ■

### ma proposition

« Chaque école devrait disposer d'un budget culturel pour les sorties »

## STEPHAN PLUMAT

**58 ans, expert en développement, Jambes**

C'est à Bruxelles que je rencontre Stephan, où il est directeur d'une association centrée sur la coopération pour le développement. Après des études de maths, il a fait son service civil comme prof en Afrique, et a poursuivi dans cette voie, travaillant dans l'éducation et pour la Francophonie. De 1982 à 2006, il a donc vécu en RDC, au Sénégal, au Burkina Faso et en Asie du Sud-Est, ne passant que deux années en Belgique. Il a trois enfants nés d'un premier mariage, et a une petite fille de deux ans et demi avec sa nouvelle compagne, qui avait déjà une fille. Avec une telle tribu, on sent Stephan préoccupé par l'avenir qui les attend. Il a cofondé avec des amis un groupe citoyen de réflexion, Tailleurs d'avenir.

VÉRONIQUE KIESEL

## « L'éducation doit former des citoyens responsables »

Beaucoup de nos concitoyens trouvent que nous vivons une époque particulièrement troublée. Il est vrai que les médias mettent surtout l'accent sur les catastrophes, comme si le but était de faire peur aux gens ! Mais quand on remet les choses en perspective, on se rend compte que les choses ne vont pas si mal ici, même s'il y a d'importants problèmes à régler. Il y a deux façons d'appréhender une situation complexe : la voir comme une fatalité, ou la considérer comme une chance de lancer autre chose.

La solution ne va pas venir des politiques, qui n'ont pas compris la leçon : après un séisme comme celui qui a eu lieu à Charleroi, dix ans après, tout recommence. Ou alors il faudrait retrouver des partis qui écoutent ce que leurs adhérents ont à dire. Tout est décidé dans des cénacles bien clos, et ce système commence à craquer. Certains dénoncent le PTB comme étant populiste, mais c'est un parti qui descend sur le terrain, qui écoute les gens, sur les marchés et ailleurs. Et il ressort de cela un discours qui séduit de plus en plus. Quel autre parti a des militants de terrain ? Le CDH ? Le PS ?

La solution doit donc venir des citoyens. Et la base, c'est une éducation de qualité qui doit avoir comme objectif principal de former des citoyens responsables, capables de prendre en main leur destin et de construire une société qui limite les inégalités les plus criantes. Il est essentiel aujourd'hui d'enseigner l'histoire, de montrer quels ressorts ont amené les événements, et de confronter les positions, car plusieurs théories coexistent. L'économie aussi doit être expliquée, pour sortir d'un modèle unique : il faut enseigner l'histoire de la pensée économique, de façon à ce que chacun puisse réfléchir et prendre ensuite

position face aux modèles proposés.

Il faut aussi du temps ! Les jeunes qui n'ont que de petits salaires courent pour payer le loyer, la voiture et le reste. Alors qu'on sait très bien qu'il n'y a plus d'emploi pour tout le monde. La semaine de travail de quatre jours pourrait être une solution par exemple. Nous aurions ainsi des citoyens qui auraient du temps pour la chose publique.

On le voit aujourd'hui : ce que j'appelle la « basse politique »

- coups tordus, réseaux douteux - demande un vrai savoir-faire, en termes de stratégie et de communication. Mais avec des citoyens outillés, l'organisation de consultations et de débats, et des moyens numériques au service du partage de l'information et de la prise de décision, on peut mettre en place une direction plus participative. On veut une société qui laisse le moins d'individus au bord de la route, qui respecte les droits, individuels et collectifs, et l'environnement. Quand on travaille dans les pays en développement, on commence par élaborer ce que l'on appelle une théorie du changement, on essaie de dessiner un avenir meilleur ou, à tout le moins, un avenir idéal pour le groupe concerné. C'est ce que nous devrions faire ici aussi. Réver la société idéale et construire ensemble la route qui y mènerait.

Il faut aussi redonner aux gens le goût de travailler ensemble. Cela commence avec les comités des parents dans les écoles, mais il y a beaucoup d'autres initiatives positives. A Namur, il y a une « donnerie » : on y dépose livres, vêtements, et ceux qui en ont besoin

viennent les chercher. Nous avons aussi accueilli des réfugiés dans la caserne de Flawinne : il y a eu un mouvement de solidarité extraordinaire, avec notamment des retraités qui prenaient un ou deux jours par semaine pour donner des cours de français. C'est cela, la richesse d'une nation, la capacité des gens à œuvrer pour le bien commun, une intelligence collective. Je suis convaincu que l'homme est naturellement solidaire !

Maintenant, il faut utiliser cette énergie positive et mettre en place des règles de fonctionnement pour éviter l'accaparement de richesse et de pouvoir par quelques-uns rassemblés en oligarchie. La politique doit être transparente et soumise à l'appréciation intelligente des gens. Il faut peut-être limiter le nombre de mandats : ce qui est indispensable, c'est de rétablir la confiance des citoyens, sous peine de risquer une insurrection. Quand on doit gérer la société, il faut penser au groupe avant de penser à soi. Or, le problème des politiques, c'est que pour beaucoup, c'est eux d'abord. ■

### ma proposition

« Je crois en la capacité des gens à œuvrer pour le bien commun »

## MURIELLE DE SMEDT

62 ans, retraitée, Machelen

Sur la table basse, à côté du *Soir* du jour, il y a le programme des conférences de l'Université inter-âges de l'ULB, soigneusement annoté. Car Murielle De Smedt, 62 ans, est une jeune retraitée curieuse de tout. Après une longue carrière de professeur de morale, d'abord dans un lycée de Schaerbeek proche de la maison communale, rue Verwee, puis à Uccle II, elle a pris une retraite anticipée, ce qu'elle regrette un peu. Je l'avais rencontrée à un dîner chez une amie commune, et elle était assez remontée contre l'influence croissante de l'islam en Belgique. Je l'ai retrouvée dans sa maison pimpante de Machelen.

VÉRONIQUE KIESEL

## « Seul espoir, les mouvements sociaux, l'associatif, l'éducation »

J e n'ai pas confiance dans le gouvernement Michel, mais ceux qui l'ont précédé n'étaient pas plus inspirants : lentement mais sûrement, les acquis sociaux si durement obtenus sont en train d'être détricotés. Cela se passe graduellement, et on dirait qu'on s'y habitue ! Quand 200.000 personnes sortent dans la rue pour crier leur désaccord, le gouvernement reste sourd ! La classe politique a perdu le contact avec les citoyens. Il est essentiel de restaurer ce lien. Les mandats politiques devraient être conçus comme un service à la communauté et non comme une carrière. Il faut aussi instaurer une nouvelle règle : les responsables politiques font deux mandats et puis ils retournent dans la vraie vie. Il faut qu'ils sortent de leur bulle. L'affaire Publifin est révélatrice : des élus de partis comme le PS et le CDH, qui n'ont pas dans leurs valeurs le fait d'accumuler toujours plus de richesses, n'ont pas trouvé problématique de recevoir tant d'argent sans rien faire ! Il faut également et réellement mettre fin au cumul

des mandats. Je signe souvent des pétitions, cela me semble un moyen d'expression utile. Et je voudrais qu'on puisse organiser un référendum sur ces questions.

Le seul espoir, ce sont les mouvements sociaux, l'associatif, l'éducation permanente. Il y a tant de fronts sur lesquels il faut livrer bataille ! Être citoyen aujourd'hui, c'est s'engager pour la santé, les droits des femmes, des réfugiés, l'éducation surtout. C'est la base : il faut une éducation à la chose pu-

blique, à la citoyenneté. Si tout le monde était bien formé, capable d'évaluer concepts et valeurs, les choses iraient sans doute mieux. Mais l'Etat a tendance à désinvestir, et on se retrouve dans un cercle vicieux.

L'Université des Femmes travaille dans le bon sens, en donnant à tous ceux qui le veulent, femmes ou hommes, jeunes ou moins jeunes, des outils pour penser le

monde différemment, une autre grille d'analyse de la société. Nous essayons de ne pas prêcher que des

convaincu(e)s ! Certains trouvent que les revendications des femmes n'ont plus lieu d'être, que tout va bien : c'est faux ! Prenons simplement la question du harcèlement. Un samedi soir, il devait être 2 h du matin, je revenais d'une soirée entre amis, à vélo. J'étais arrêtée au feu avenue de la Toison d'Or, et quatre hommes dans une voiture m'ont interpellée très grossièrement. Je suis rentrée chez moi en prenant des sens interdits pour qu'ils ne puissent pas me suivre, terrorisée. Je suis toujours traumatisée par cette affaire. Mais d'autant plus heureuse de travailler dans une association féministe !

Les médias ont aussi un rôle essentiel à jouer. *Le Soir* met régulièrement en lumière des initiatives positives allant dans le sens de la défense de l'environnement et d'une agriculture à taille humaine, ce sont vos pages *Demain la terre*. Mais vous devriez aussi publier *Demain l'école*, *Demain la santé*, *Demain les femmes* ! Il y a des tas d'initiatives positives, partout, il faut les faire connaître. Il nous

faut des bonnes nouvelles !

Dans mon groupe d'amis, nous sommes nombreux à avoir encore, passé la trentaine, un statut précaire. C'est un festival de temps partiels, CDD. Et la plupart sont comme moi dans le non-marchand. Difficile de construire sa vie. Financièrement, on tient le coup parce que, quand on a des rentrées, on y fait très attention.

On a fait d'études et on aime ce qu'on fait, on y met toute notre énergie. C'est parfois dur de survivre au boulot : depuis l'été dernier, j'ai quatre amis qui sont en burn-out : trop de stress, de pression et de nombreuses incertitudes notamment liées au désinvestissement politique dans le non-marchand. J'ai pu acheter un appartement parce que ma grand-mère, qui vendait sa maison, m'a fait, ainsi qu'à mes deux frères, une avance sur héritage. Sans ce cadeau, je n'aurais jamais pu obtenir d'emprunt : la solidarité entre générations, c'est quelque chose de magnifique ! ■

### ma proposition

*Vous devriez publier Demain l'école,  
Demain la santé, Demain les femmes!*

## CATHERINE BOURGEOIS

**34 ans, docteure en anthropologie, Liège**

Catherine Bourgeois, 34 ans, je la rencontre au détour d'un couloir dans les bâtiments d'Amazone, une structure qui héberge au cœur de Bruxelles une vingtaine d'organisations de femmes. Cette Liégeoise est docteure en anthropologie - neuf ans d'études supérieures... - et elle effectue depuis trois ans un remplacement à temps partiel pour l'Université des femmes, une association féministe reconnue en éducation permanente. Après sa rhéto, Catherine est partie un an en République Dominicaine, pour travailler dans une école défavorisée. Elle y a rencontré de nombreux migrants haïtiens, très mal accueillis par les Dominicains : « Cette expérience a donné un fil conducteur à ma vie », m'explique-t-elle. C'est cette découverte qui lui a donné envie d'étudier l'anthropologie, et c'est sur ces relations entre Dominicains et Haïtiens qu'elle a fait son mémoire puis sa thèse.

VÉRONIQUE KIESEL

## « Colorions nos billets dignes d'échanges ! Créons des monnaies citoyennes, créons des banques citoyennes ! »

J'ai pris à cœur de me poser la question suivante : comment améliorer notre société ? Vivre en société, c'est pouvoir profiter du partage entre droits et devoirs. C'est répartir le travail nécessaire et ses résultats afin de vivre ensemble et au mieux. Et la monnaie a cette fonction. Mais sa gestion est privée et antidémocratique. Je propose donc de réformer le système monétaire.

Le pouvoir monétaire est grand. La monnaie crée deux points de repère : les prix salariaux (travail) et les prix des produits (biens et services). La définition de ces prix oriente alors la production et la consommation. Aussi, pour gérer l'économie, il

nous faut contrôler les prix, les salaires et l'émission de monnaie.

D'abord, l'euro n'a pas de couleurs, en fonction des activités qu'il permet. Pourtant celles-ci ne sont pas toutes roses. Lorsque j'achète à ma voisine un légume cultivé dans le respect de la nature, je maintiens la confiance dans la valeur d'échange qui existe dans chaque euro. Mais certaines personnes utilisent les euros pour spéculer sur les matières premières. Je refuse de donner ma confiance à n'importe quelle transaction monétaire. Colorions nos billets dignes d'échanges ! Créons des monnaies citoyennes ! Créons des banques citoyennes !

Ensuite, il nous faut répartir la monnaie. On le fait par les sa-

laires. Aussi, pour assurer un partage juste, c'est-à-dire pour maintenir la volonté de vivre en société, il nous faut un salaire minimum pour préserver nos droits (par exemple de 1.500 euros) et un salaire maximum pour préserver nos devoirs (par exemple de 3.000 euros).

Enfin, pour boucler la logique monétaire, il nous reste à définir le prix de vente d'un produit pour encourager (ou pas) sa production et sa consommation. Mais, la monnaie impose une échelle numérique, unidimensionnelle, où tout est ramené à un seul nombre.

Or, les valeurs d'un produit sont multidimensionnelles : sa longévité, sa nécessité, ses bénéfices collectifs et individuels, la durée du travail fourni et sa pénibilité. Aussi, pour éviter les crises et rendre l'économie démocratique, il faut prendre les mots et discuter des valeurs d'un produit.

Par exemple, pourquoi ne pas fixer le prix de tous les biens et services à 10 euros et choisir ce qu'on produira et consommera en fonction des mots et des valeurs qu'on leur accordera, au-delà de ces 10 euros ? Il s'agit en quelque sorte d'accorder plus d'importance aux labels et à l'emploi de notre conscience, sans nier la contrainte monétaire pour autant. ■

### ma proposition

« La gestion de la monnaie est antidémocratique. Il faut la réformer »

### JULES PIRAUX

25 ans, politologue, Denée

Je le rencontre à quelques pas de l'abbaye de Maredsous.

Jules Piroux, politologue de 25 ans, vit à Denée. Sa passion : la permaculture. Il fait partie de cette nouvelle génération qui parie sur un autre monde. Un monde plus équitable, incarné par des gens qui portent le mouvement de la « simplicité volontaire », en référence au célèbre mot de Gandhi : « Vivez simplement pour que d'autres puissent simplement vivre ».

L'invitation du Soir à le consulter sur ses idées de changement l'emballa. Voici ses

« quelques propositions pour améliorer notre société ».

NICOLAS CROUSSE

## « Les gens ont peur de ce qu'ils mangent, alors ils achètent de nouveaux produits, comme des moutons de Panurge »

Aujourd'hui, quand on n'est pas vegan ou végétarien, on passe pour un « vieux belge » ! Avec cette mode du bio, on a souvent l'impression qu'on remet tout sur la tête des agriculteurs. Le ministre Di Antonio veut une Wallonie « zéro phyto » dans 20 ans, c'est-à-dire sans aucune pulvérisation. Mais ce sont des effets d'annonce ! Ou alors on devra importer de la nourriture des pays voisins. On en importe déjà et c'est problématique : les pays exportent leurs excédents, ce qui fait chuter les prix. On devrait davantage protéger les agriculteurs européens. Mettre en place des taxes douanières, par exemple, qui seraient établies en fonction des différences de normes sanitaires, sociales ou environnementales.

Le local, c'est autre chose. En soi, la viande wallonne qu'on trouve en supermarché, c'est déjà du local ! Il y a une grande méconnaissance du monde agricole, nous devrions améliorer notre communication. Maintenant, on fait peur aux gens avec le contenu de leur assiette. Le marketing s'en sert pour faire acheter d'autres produits, étiquetés bio, fairtrade, etc. Et les gens achètent comme des moutons de Panurge... S'ils veulent vraiment manger sain, il faudrait qu'ils acceptent de réparer un peu eux-mêmes. Même si le monde de l'agriculture doit évoluer aussi. Petit à petit. Comme la politique.

J'ai encore confiance dans le système. Il y a de l'abus, mais comme partout. Pour moi, lutter contre la fraude sociale est aussi

important que lutter contre la fraude fiscale. Les gens vont dire que ce sont de petites sommes, mais c'est chacun à son échelle. On se plaint trop aujourd'hui. Et on veut tout. On voit cette manne remplie de loisirs, de plaisirs, de

gadgets. Mais on ne peut pas tout avoir. Moi, je ne suis pas forcé-ment pour la transparence totale,

on tombe dans le voyeurisme en-villeux. En politique, je pense qu'il faut encadrer les revenus des intercommunales, limiter les mandats et fixer des plafonds de revenus. Et les respecter !

Ici, en Wallonie, on manque d'esprit d'entreprendre. Pas loin du village, il y a beaucoup de gens qui vivent dans des campings

parce qu'ils ne peuvent plus se payer de loyer en ville. Cela peut leur permettre de rebondir. Mais d'autres se complaisent dans leur pseudo-confort, car ce n'est pas le grand luxe, bien sûr. Ils préfèrent que les choses ne bougent pas trop, histoire qu'on ne leur retire

pas leurs droits. Je ne dis pas qu'il faut le faire : on ne peut pas retirer des aides sociales à des gens qui n'ont déjà rien... Mais on devrait peut-être plus valoriser les parcours de réussite, les gens volontaires. Comment des gamins qui naissent là-dedans peuvent-ils s'en sortir ? Trop de jeunes quittent encore l'école non formés. Pour contrer cela, on devrait mieux valoriser les filières techniques et manuelles. On ne s'en sort pas si mal ! ■

### ma proposition

« En politique, il faut limiter les mandats et fixer des plafonds de revenus »

### DIDIER NOËL

45 ans, agriculteur, Hastière

Le hameau de Maurenne compte très certainement nettement plus de bêtes que d'âmes humaines. C'est que le village héberge deux fermes pour une septantaine d'habitations ! Les maisons en pierre du pays donnent un certain cachet au lieu. « Ah ça ! Moi, je ne pourrais pas vivre ailleurs !, m'accueille Didier Noël, agriculteur de quatrième génération. En ville, il n'y a rien à faire... » Pour ce qui est de s'occuper, Didier a de quoi faire, avec ses 500 BBB (bleu-blanc-belge), qu'il partage avec l'un de ses frères. Le troisième de la fratrie a repris une ferme dans un autre village. Didier me reçoit chez lui, dans l'exploitation de ses parents, qui avaient eux-mêmes repris la ferme aux grands-parents...

ÉLODIE BLOGIE

## « Instaurons un permis de voter : l'idéal contre les populistes »

**J**e suis un optimiste invétéré, et je m'insurge de voir les médias participer au pessimisme ambiant. Quand j'étais au Venezuela, de 1983 à 1987, les journaux n'ont parlé de la Belgique qu'à quatre reprises : l'explosion d'un oléoduc de l'Otan, les tueurs du Brabant wallon, le drame du Heysel et le naufrage du ferry à Zeebrugge. Les médias peuvent complètement biaiser la réalité ! Il est essentiel que les journaux parlent aussi des innombrables initiatives positives !

Parmi ces choses positives, il y a la construction européenne qui nous a amené la plus longue période de paix jamais connue en

Europe : j'ai eu deux arrière-grands-parents fusillés en 1914, c'est un drame familial. Il faut rappeler aux jeunes les avancées formidables que l'unification européenne nous a apportées et dire aux politiques nationaux d'arrêter

de toujours invoquer « Bruxelles » quand il y a un problème ! Mais il faut aller plus loin : élire le président de la Commission européenne au suffrage universel et créer une vraie défense européenne !

Et qui dit armée européenne, signifie service militaire européen. Durant un an, les jeunes de 18 à 25 se retrouveraient ensemble, toutes nationalités européennes

confondues, une formidable occasion de créer des liens, de construire des ponts entre nos nations si proches mais souvent encore méconnues, renforcer le patriotisme européen !

En vue de renforcer les liens et la cohésion au sein de l'Europe, il faudrait exiger que 80 % des films et de la musique diffusés en Europe soient des produits culturels européens et que les 20 % restants soient également répartis

entre des produits culturels africains, asiatiques, océaniques, sud et nord-américains. C'est aberrant d'être envahis par les productions anglo-américaines de qualité médiocre alors qu'on n'entend jamais

de musique bulgare, danoise, thèque, slovène ou portugaise par exemple !

Je rêve d'un monde dans lequel on ne puisse exécuter qu'un seul mandat politique, n'être élu qu'une seule fois ! Avec un seul

mandat, l'homme politique ne devra plus se préoccuper d'être ré-élu, il aura à cœur de réaliser son programme ! Il faut un permis pour conduire une voiture, pour agrandir une véranda... Et pour choisir ceux qui vont concevoir les lois qui régissent le fonctionnement de la société, là non, tout le monde est censé être compétent. Il faudrait un permis de voter ! Pour l'obtenir, le citoyen devrait

démontrer qu'il a un minimum de connaissance des différents partis, de leurs programmes, de leurs bilans, du système en général. Les politiques auraient donc face à eux des électeurs avertis et probablement que les vieilles recettes

populistes ne fonctionneraient plus !

Enfin, au niveau régional, la solution à tous les problèmes linguistiques à Bruxelles et dans la périphérie serait de créer une grande région bruxelloise qui engloberait les deux Brabant ! On aurait une région bilingue équilibrée, économiquement viable et apte à régler seule ses problèmes de mobilité par exemple (RER, Zaventem, Ring). Regardez le RER : c'est un véritable scandale de mettre 30 à 40 ans pour créer quelques voies de chemin de fer alors qu'il n'a fallu qu'une vingtaine d'années pour construire la pyramide de Khéops ! ■

### ma proposition

« Je rêve qu'on ne puisse exécuter qu'un seul mandat politique ! »

## FRANÇOIS DE HARVEN

**57 ans, employé dans une institution financière**

Notre rencontre a lieu à la rédaction du *Soir* : je le sens enchanté d'être là. François a fait des études d'ingénieur agronome, avant de partir en service civil au Venezuela, où il est finalement resté 4 ans. A son retour en Belgique en 1987, il est entré dans le monde de la banque en s'occupant tout d'abord des services financiers aux agriculteurs. François vit désormais à Uccle, mais a un pied en Sardaigne, d'où est originaire son épouse, mère de leurs trois enfants. Là-bas, il utilise ses talents d'agronome pour cultiver ses oliviers et produire de l'huile d'olive.

VÉRONIQUE KIESEL

## « Nous sommes tous responsables de

Je dois bien l'avouer : je ne me suis pas construite en me sentant victime de racisme ou de discriminations. En réalité, ces moments ont été si rares que je m'en souviens très précisément. A l'école secondaire, je rejoignais mon banc après la pause quand j'ai découvert qu'un camarade de classe y avait dessiné une croix gammée. C'était un choc énorme pour moi. Par chance, j'ai pu en parler directement. Raconter mon histoire en classe. Mon père est venu du Maroc en 1964 pour travailler dans les mines. En 1981, nous sommes venus le rejoindre avec ma mère, mes deux grandes sœurs et mon grand frère. J'avais un an et demi quand nous sommes arrivés à Liège, dans le quartier de Sainte-Walburge. J'ai aussi évoqué l'accident de travail de mon père, qui s'était fait couper un doigt par la trancheuse à charbon. Mon papa a littéralement laissé un bout de lui dans les mines de ce pays ! Qu'on me fasse entendre que je n'étais pas chez moi m'avait profondément blessée...

Les choses se sont compliquées lorsque je me suis frottée au monde du travail. A dix-neuf ans, j'ai fait le choix de porter le foulard. J'ai surpris tout le monde autour de moi, y compris mes parents ! Après mes humanités, j'avais entamé une année en assistante sociale mais je n'y ai pas trouvé ce que j'y cherchais. J'ai donc cherché un emploi. Lors d'un entretien, quand je suis entrée dans la pièce, j'ai aperçu les employeurs qui se donnaient des coups de pied sous la table. Ce n'était pas discret ! Finalement, cet épisode a eu une conséquence positive : j'ai décidé de reprendre des études d'éducatrice spécialisée. Et j'ai été engagée sur mon lieu de stage. Quand on apprend à se connaître, on ne voit plus les différences : mes collègues ont pu accéder à ce que je suis, sans plus s'arrêter à un seul élément.

Cela fait maintenant six ans que je reçois ici en tant qu'indépendante complémentaire. Je me suis formée à la systémique

et à la thérapie familiale. Une formation qui m'a ramenée à ma propre histoire familiale. Mon papa demeure très silencieux sur son parcours. Plutôt absent, il veillait à nos fréquentations. Ma maman, elle, était davantage dans le dialogue. Je suis désolée, j'ai la gorge nouée : malgré le fait d'être complètement paumée au niveau culturel, ma maman était vraiment dans l'ouverture, à l'écoute de nos demandes.

Les relations parents-enfants sont capitales. A l'école, j'ai reçu de la matière, des connaissances, certes. Mais ce qui m'a construite le plus reste mon environnement familial. Il est important d'avoir au moins un parent avec lequel construire un lien d'attachement. Je pense qu'une des solutions relève de ce registre-là. Nous devrions créer plus de lieux où on peut se retrouver en tant que parents et enfants. J'ai animé un tel espace destiné aux enfants de 0 à 3 ans. Mais le principe pourrait s'élargir. Un espace pour se retrouver avec son ado, par exemple, hors du cadre familial, se donner des moments de pause, même dans les familles où ça roule. Cela permettrait par ailleurs d'échanger avec d'autres parents, de contrer l'isolement de certaines familles, par exemple monoparentales. Évidemment, cela devrait rester accessible.

Il est un âge où on a envie de changer le monde, porté par une énergie folle ! Autour de mes 25 ans, je me suis beaucoup impliquée dans le champ associatif et dans le milieu communautaire musulman. Mais j'en suis revenue aujourd'hui. Pourtant, j'ai eu des expériences positives. J'ai notamment participé à une initiative dans le cadre de l'année européenne pour l'égalité des chances en 2007. Je faisais partie d'un « diversity group », soit un collectif de jeunes qui représentaient différents critères discriminatoires. J'y ai rencontré des jeunes d'autres confessions, origines ou aux orientations sexuelles différentes. C'était une expérience humaine fabuleuse.

L'une des solutions pour lutter contre les discriminations est de se rassembler ! Plus on se divise, en restant centré sur soi, et sur sa « minorité », moins nos actions ont d'impact. Un mouvement global contre les discriminations devrait d'ailleurs aussi inclure des notions comme la pauvreté.

Le champ associatif traditionnel est un monde dans lequel j'ai parfois du mal à me retrouver. Les institutions sont-elles encore réellement à l'écoute des gens ? Je me le demande parfois. Quand les idées viennent des citoyens, c'est autre chose ! Il y existe tellement de possibles aujourd'hui avec l'économie locale, le bio, les initiatives citoyennes, solidaires, etc. Ça, ça me parle. Nous avons du pouvoir en tant que citoyens. On peut faire énormément de choses même sans le politique ! Cela dit, les rares personnalités politiques que je suis sur les réseaux sociaux me semblent être des personnes qui s'engagent par conviction ! Je ne tombe pas dans le « tous pourris ». Mais peut-être le monde politique devrait-il être plus représentatif... Y intégrer des personnes d'origines différentes, et je ne parle pas uniquement de nationalité ou de couleur de peau. L'origine sociale compte également. Imaginons un élu qui aurait grandi dans les quartiers précarisés, qui les connaîtrait vraiment. Waw ! J' imagine qu'il ferait d'autres propositions, non ? Il faudrait encore plus de femmes aussi...

Avec un ami, on s'est battus pour permettre à une dame d'exercer un rôle d'imam il y a quelques années. Notre tentative a été balayée par l'Exécutif des Musulmans de Belgique. La place des femmes, c'est un vrai problème, encore aujourd'hui.

## nos peurs »

Or, quand on s'intéresse à l'histoire de l'islam, nous avons d'autres réalités ! Par exemple, le Coran a donné de nombreux droits aux femmes, auxquels

elles n'avaient pas accès dans la société de l'époque, comme l'héritage familial, par exemple. Les femmes qu'a pu avoir le Prophète sont indépendantes, entrepreneuses, rebelles même. Il y a aujourd'hui une régression terrible sur cette question ! Je crois qu'en tant que femmes musulmanes, nous devons nous affirmer : prendre notre place ! Je n'attends pas que les solutions viennent d'en haut.

Les musulmans doivent se lever face à ceux qui dictent les règles. Il faut arrêter avec tous ces discours culpabilisants, répressifs. Ma foi est centrée sur la spiritualité, mais par moments, je constate qu'on demeure trop dogmatique. Et puis, pour vivre ensemble, il faut être deux. Il existe une minorité musulmane qui se développe dans le repli, qui perçoit l'autre comme un étranger, dont il faut nécessairement se construire à l'opposé. Cela me fait peur.

Dans l'autre sens, l'idée qu'une femme voilée est forcément soumise reste un énorme stéréotype ! Mon corps m'appartient, j'en fais ce que je veux. Ma limite à moi, c'est quand je ne vois plus l'autre. Quand le voile coupe, isole, je m'interroge vraiment sur son sens. Il a toujours été hors de question qu'un religieux me dicte ma manière de m'habiller.

Mais si cela venait d'une femme, féministe par exemple, cela me peinerait encore davantage. Je trouve l'attitude de certaines féministes en Occident très descendante. Dès qu'il y a exclusion, ce féminisme n'est plus humaniste. Doit-on forcément être d'accord sur tout ? Ne peut-on pas avoir des avis différents, tout en se retrouvant sur l'essentiel : l'accès aux droits, au logement, à l'éducation, à l'emploi... ?

Je ne sais pas s'il faut légiférer sur la question du voile, mais peut-être cela apaiserait-il certaines tensions. La majorité sexuelle est fixée à 16 ans, je pense. A cet âge, on a donc considéré qu'un jeune est en droit de décider ce qu'il veut faire de son corps... Dans tous les cas, je trouve surréaliste qu'on bloque l'accès à l'enseignement supérieur à des filles majeures portant le foulard ! Personnellement, j'aurais pu faire le choix de le retirer, s'il était devenu un frein dans l'atteinte de mes objectifs de vie. Mais je ne peux parler qu'en « je ». L'idéal serait une société où la diversité est réellement acceptée.

On peut avoir peur ! Peur de l'autre, peur de l'arrivée des réfugiés par exemple. Mais nous sommes tous responsables de ce que l'on fait de nos peurs. Soit on

s'enferme dans ces peurs, on s'isole, on se replie, soit on cherche à savoir ce qu'il y a là derrière. Pour entendre le récit de plusieurs personnes réfugiées, je peux vous assurer qu'il faudrait être vraiment tordu pour y rester insensible, humainement parlant. On ne peut pas forcer les gens à se rencontrer : c'est la part de boulot de chaque citoyen. Si les gens se rencontreraient davantage, peut-être qu'ils se découvriraient des intérêts communs, des affinités. Les initiatives citoyennes peuvent servir de lieux où l'on se rencontre sur une autre base que nos étiquettes « musulman », « LGBT » ou « étranger ».

Je rêve aussi de mosquées ouvertes. Après les attentats, certains ont organisé des « portes ouvertes ». C'est super, mais l'initiative ne devrait pas être exceptionnelle. Les mosquées devraient être des espaces où vient qui veut, quand il veut. Un peu comme les églises, finalement. Dans d'autres pays, des lieux « mixtes » ont vu le jour récemment, où un musulman, un juif comme un catholique ou un athée peut venir faire sa prière ou se recueillir. Des lieux spirituels ouverts à tous où chacun pourrait simplement s'arrêter, faire une pause dans nos vies qui vont bien trop vite. Ça serait fabuleux ! ■

#### ma proposition

*« Les mosquées devraient être des espaces où vient qui veut »*

#### ma proposition

*« A quand des élus issus de milieux précarisés ? »*

## NAÏMA AMEZZIANE

**36 ans, thérapeute, Liège**

Les lumières du centre médical de Grivegnée s'éteignent. Mais c'est sur son lieu de travail que Naïma me reçoit un soir de semaine. A la maison, c'est son mari, Nicolas, d'origine grecque, qui s'occupe de leurs deux enfants, Nour, 4 ans et demi et Yassine, deux ans et demi. Nous sommes dans une vaste pièce sous la charpente. C'est ici que cette éducatrice spécialisée, formée à la thérapie familiale, reçoit ses patients : des familles, surtout. Mais aussi des personnes réfugiées, envoyées par la Croix-Rouge : « Ce sont des personnes en grande souffrance. Si on les écoutait, on changerait peut-être la représentation qu'on a d'elles... »

ÉLODIE BLOGIE